



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

#### Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session

#### extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Foundation for Human Horizon, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Il peut paraître étrange qu'un homme parle des questions féminines à la convention ONU-Femmes, mais en me donnant l'occasion de m'exprimer à ce forum, ONU-Femmes a montré clairement que les femmes et les hommes sont des partenaires égaux dans les efforts pour atteindre les objectifs d'ONU-Femmes au cours des 15 prochaines années. Ma mère n'est jamais allée à l'école, elle a dû se marier alors qu'elle n'avait pas encore 16 ans et a eu cinq enfants. L'aîné est un garçon. Ouvriers agricoles, mes parents voulaient avoir un autre garçon dans la famille. Ils ont essayé à trois reprises d'avoir un garçon, et mes trois sœurs sont nées. À ma naissance, la famille était au complet selon la norme. Mais après ma naissance, il y a eu une sécheresse qui a contraint la plupart des hommes à aller chercher du travail dans les villes. Mon père a fait de même, laissant ma mère avec cinq bébés à nourrir. Il gagnait moins de 1 dollar par mois à Mumbai et il en envoyait la majeure partie à ma mère pour nous nourrir. Ma mère qui était une femme forte s'est mise à travailler comme ouvrière agricole pour nous envoyer tous les cinq à l'école. Très tôt, ma sœur aînée a abandonné l'école avant d'entamer la 1<sup>ère</sup> classe, parce que mes parents n'étaient pas en mesure de lui payer des vêtements pour l'envoyer à l'école, et une autre de mes sœurs lui a emboité le pas pour la même raison. Mes parents n'ont jamais cessé d'envoyer mon frère à l'école, parce qu'il était considéré comme notre espoir à tous, celui qui, un jour, serait instruit et en mesure de prendre soin de nous.

Parce que j'avais peur de l'école et des instituteurs, ma troisième sœur, de deux ans mon aînée, a rejoint ma classe. Nous avons étudié ensemble au cours des 18 années suivantes, elle est avocate à la Haute Cour de Bombay, et j'ai opté pour le travail social avant de quitter l'Inde pour poursuivre mes études. Aujourd'hui, c'est ma sœur, et pas mon frère, qui prend soin de mes parents et de la fratrie.

Mon histoire illustre tout ce pour quoi ONU-Femmes se bat, les trois femmes de ma famille ont dû sacrifier leur droit à l'éducation pour laisser la chance aux hommes de la famille. Elles ont dû fournir plus d'efforts que les membres masculins de la famille, puisque ma mère travaillait dans la ferme tout en prenant soin de nous.

Je voudrais attirer l'attention de tous les membres sur cinq points importants pour lesquels nous devrions nous battre :

En premier lieu, comme mentionné au paragraphe 42 a) à II du rapport de la Commission de la condition de la femme, toutes les femmes et les filles devraient pouvoir jouir des droits fondamentaux. En second lieu [par. 42 jj) à xx)], créer un environnement favorisant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En troisième lieu [par. 42 yy) à ddd)], investir dans l'autonomisation des femmes. En quatrième lieu [par. eee) à hhh)], créer des modules basés sur des faits pour l'autonomisation des femmes, et [par. iii) à mmm)] développer le leadership féminin dans toutes les sphères de la société.

Nous nous employons au titre du projet « Save the Female Child » à aider les filles et les mères, en leur fournissant un soutien sur le plan nutritionnel, médical et financier durant au moins un an, afin que les filles ne soient pas considérées comme un fardeau pour la société. Les statistiques montrent que depuis 1990, l'Inde perd annuellement 500 000 filles en raison du fœticide des filles. Selon MacPherson, 100 000 avortements sont effectués annuellement en Inde uniquement parce que le fœtus est de sexe féminin. ONU-Femmes doit s'attaquer à la question du fœticide

des filles partout dans le monde. Elle doit intégrer la question du fœticide des filles dans tous ses documents, conférences et documents directifs pour attirer l'attention des États Membres à l'effet d'exiger des cadres juridiques pour faire cesser les fœticide des filles.

À leur naissance, les filles doivent pouvoir jouir des droits fondamentaux que sont la santé, l'alimentation et le logement. S'agissant de l'alimentation comme droit fondamental, les filles sont plus susceptibles de souffrir de carences nutritionnelles que les garçons. À l'échelle planétaire, 50 % de toutes les femmes enceintes sont anémiques, et au moins 120 millions de femmes dans les pays les moins développés souffrent d'insuffisance pondérale. La recherche montre que l'insuffisance pondérale entrave la productivité des femmes et peut être à l'origine des taux élevés de maladie et de mortalité. Dans certaines régions, la majorité des femmes souffrent d'insuffisance pondérale : En Asie du Sud, par exemple, 60 % des femmes souffrent d'insuffisance pondérale. Les Objectifs du Millénaire pour le développement arrêtés par les États Membres de l'ONU en 2000 exhortent les nations à contribuer efficacement à l'amélioration de la nutrition des femmes et des adolescentes. De telles mesures sont de nature à améliorer la santé des filles et des femmes aujourd'hui, mais elles ont aussi de multiples effets entre les générations qui peuvent aider les pays à se développer.

Prévenir la malnutrition requiert un engagement politique. Les systèmes de santé publique doivent prévenir et traiter les carences en micronutriments, inciter les ménages à répondre aux besoins alimentaires des femmes et des adolescentes tout au long de leur vie, et leur garantir l'accès à des services de santé de haute qualité, à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Les responsables politiques devraient également remédier à la condition d'infériorité sociale des femmes et veiller à ce que les filles aient accès à l'éducation, laquelle devrait inclure des informations sur la nutrition. Ces mesures peuvent aider à élever l'âge des femmes à la première grossesse, un facteur déterminant de la santé maternelle et de la survie de l'enfant, et peuvent inciter les femmes à espacer les naissances.

Nous devrions tous joindre nos efforts pour soulever deux préoccupations majeures lors de cette réunion d'ONU-Femmes : en premier lieu, faire cesser le fœticide des filles, et en second lieu, considérer l'alimentation, le logement et les soins de santé comme des droits fondamentaux pour les femmes et les filles.